Conceptualiser le « renforcement des capacités » dans la politique de développement : le cas du programme RDC-UNICEF « village assaini » au Kongo central en RDC

Thèse de doctorat (PhD), faculté des Sciences sociales, université
d'Anvers, 2020, 250 p.

Pascal Sundi Mbambi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/anthropodev/1672>

DOI : 10.4000/anthropodev.1672

ISSN : 2553-1719

Éditeur

Presses universitaires de Louvain

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2021

Pagination : 237-238

ISBN : 978-2-39061-188-2

ISSN : 2276-2019

Référence électronique

Pascal Sundi Mbambi, « Conceptualiser le « renforcement des capacités » dans la politique de développement : le cas du programme RDC-UNICEF « village assaini » au Kongo central en RDC », *Anthropologie & développement* [En ligne], 52 | 2021, mis en ligne le 31 décembre 2021, consulté le 10 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1672> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1672>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Conceptualiser le « renforcement des capacités » dans la politique de développement : le cas du programme RDC-UNICEF « village assaini » au Kongo central en RDC

Pascal Sundi Mbambi*

Thèse de doctorat (PhD)¹, faculté des Sciences sociales, université d'Anvers, 2020, 250 p.

En Afrique, les diverses stratégies nationales d'éradication de la pauvreté n'ont pas conduit à une transformation significative de la vie. Les stratégies soutenues par les bailleurs de fonds n'y ont généralement pas provoqué de déclic. Notre thèse tente de répondre à ces questions : Comment l'approche du développement basée sur les droits peut-elle initier et soutenir un modèle de développement endogène, durable et équitable ? Comment une telle approche, soutenue par le « renforcement des capacités », peut-elle se révéler suffisamment cohérente pour soutenir un modèle auto-appliqué de renforcement de l'État ?

À travers une méthodologie double, nous engageons une discussion théorique axée sur les cadres conceptuels clés, notamment l'approche basée sur les Droits de l'homme (*Human Rights-based Approach to Development*). L'étude du programme « village assaini » de l'UNICEF dans la province du Kongo central en RDC nous a permis de repenser le concept de « renforcement des capacités » dans la politique de développement dans le contexte de l'approche sur les droits, fondement supposé du programme « village assaini ».

Concrètement, il s'agit de savoir vers qui les villageois se tournent lorsqu'ils rencontrent des problèmes d'accès à l'eau potable. Or, l'étude montre que les villageois ont du mal à considérer l'absence de sources d'eau potable et d'installations sanitaires comme des violations des Droits de l'homme. Ils ont ainsi du mal à réfléchir aux revendications possibles.

---

* E-mail: pascalsundy@gmail.com

¹ Titre original : « Conceptualising 'Capacity Development' in Development Policy: A Case Study of the DRC-UNICEF 'Village Assaini' Programme in Kongo Central, DRC ».

Deux idées majeures sur l'approche du développement fondée sur les droits ont émergé de notre étude, nous servant d'appui pour tenter de reconstruire le concept de « renforcement des capacités ». La première idée remet en question les concepts de « titulaires de droits » (*rights-holders*) et de « débiteurs d'obligations » (*duty-bearers*) dans la compréhension de l'approche sur les droits. La seconde concerne les principes de cette approche. La théorie des Droits de l'homme soutient en effet que l'État a l'obligation de *respecter, protéger et réaliser* les droits de ses citoyens.

Notre analyse offre la possibilité de commencer à considérer d'autres entités comme des « débiteurs d'obligations » (par exemple les entreprises privées, les agences de développement comme l'UNICEF ou les ONG). Pour plus de cohérence avec le concept de « titulaires de droits », nous reconnaissons l'importance de développer une « conscience des droits » qui est significative, transformative et émancipatrice pour les plus vulnérables. « Prendre les droits au sérieux », selon l'expression d'Upendra Baxi, c'est prendre au sérieux la souffrance humaine.

La deuxième idée concerne certains principes qui découlent des Droits de l'homme, à savoir les principes de *participation*, de *redevabilité*, de *non-discrimination*, d'*autonomisation* et de *normativité*. En nous focalisant sur la participation, la redevabilité et l'autonomisation, nous explorons la possibilité d'une reconstruction du concept de « renforcement des capacités » où les « débiteurs d'obligations » et les « titulaires de droits » jouent un rôle majeur. Revisiter les notions de « débiteurs d'obligations » et de « titulaires de droits » permet de rendre plus englobante l'idée de « renforcement des capacités ». Y a-t-il une valeur ajoutée à s'assurer que les acteurs du développement comprennent qu'ils ont certaines obligations envers les laissés-pour-compte/marginalisés de la société afin de les sortir de la pauvreté ? Comment rendre ces populations plus conscientes de leurs droits à exiger de l'État et d'autres acteurs du développement des conditions de vie plus décentes, comme l'accès à l'eau potable et à un environnement sain ?

De ces questions, nous engageons une discussion autour de trois principes comme une tentative de reconstruire un autre récit sur le « renforcement des capacités ». Sans être normatif, nous tentons de montrer qu'une telle manière d'appréhender le concept pourrait avoir le potentiel d'engager les acteurs du développement au niveau local dans une recherche commune des solutions aux problèmes de pauvreté.

En conclusion, nous identifions des moyens pratiques de renforcer la conception et la mise en œuvre de l'approche du développement basée sur les droits dans la pratique. Il s'agit d'actions que les États et d'autres acteurs (ONG, etc.) pourraient prendre (s'ils ont la volonté politique de mettre les mots en action) mais aussi les citoyens (s'ils ont les connaissances et l'habileté pour utiliser leur capacité d'action ou *agency*) pour améliorer la vie des plus défavorisés. Le « renforcement des capacités » est crucial pour opérationnaliser l'approche sur les droits, même si cela reste un processus difficile compte tenu des ressources, du temps et de l'expertise qu'il pourrait impliquer.